



# CNAS : UN COUP POUR RIEN !

Le Conseil National de l'Action Sociale (CNAS) devait aborder l'avenir de l'action sociale au ministère. Un présent remis en cause par les projets du secrétariat général et un avenir incertain. Mais il n'a pu se tenir faute de quorum.



L'ordre du jour du CNAS du 23 septembre 2020 était crucial pour l'avenir de l'action sociale du ministère de l'économie, des finances et de la relance. En effet, tous les points devaient aborder la présentation des orientations futures retenues par le secrétariat général pour l'action sociale.

- la gouvernance des opérateurs (agraf, epaf, alpaf...);
- les prestations (restauration, vacances, logement, etc);
- l'avenir du parc des résidences de l'epaf (que l'administration souhaite vendre, et/ou sous-traiter);
- le réseau de l'action sociale (que l'administration souhaite "régionaliser")

Pour la **CFDT** et la **CFTC** finances, le secrétariat général porte depuis de nombreuses années l'entière responsabilité de la situation de crise d'une action sociale laissée à la dérive et qui échouera si rien n'est fait.

Préserver l'action sociale à tous les niveaux, c'est en premier lieu transformer sa gouvernance. **La CFDT** et **la CFTC** finances ne laisseront pas le champ libre à l'administration pour faire ce qu'elle veut avec l'argent des agents.

L'absence de Solidaires et de la Cgt finances a conduit logiquement au report de ce CNAS. La seconde convocation est prévue pour le 5 octobre.

Mais cela n'empêchera pas la **CFDT** et la **CFTC** Finances de continuer à mettre à profit chaque occasion qui leur sera offerte de porter la voix des agents pour une action sociale de qualité et de proximité, accessible à tous les agents et retraités